



Parti Communiste Révolutionnaire de France

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !



Dans l'Éducation : amplifier l'action contre le gouvernement Macron !

Le récent épisode de la professeure agressée et filmée par des élèves, suivi de l'explosion de témoignages via le hashtag *#PasDeVague*, a mis en lumière le malaise profond qui touche le monde enseignant : confrontés à des violences verbales ou physiques de la part d'élèves, les professeurs ont souvent à subir en plus le manque de soutien de leur hiérarchie. Face à la médiatisation de ces événements, le ministre Blanquer a feint de découvrir l'ampleur du phénomène, et surfant sur l'émotion suscitée, il a avancé deux mesures aussi absurdes l'une que l'autre : l'interdiction du téléphone portable au lycée (le problème serait donc que la violence soit filmée, et non pas qu'elle existe ?) et la présence de policiers dans certains établissements (dont on connaît déjà l'effet contre-productif d'« huile sur le feu »...).

De telles annonces sont en fait de piètres contre-feux allumés pour faire oublier les causes réelles des violences au sein de l'école publique, subies non seulement par les adultes, mais aussi par les élèves et leurs familles : depuis des décennies, les dégradations dans les conditions d'études et de travail, dans la qualité des contenus enseignés et des diplômes nationaux, dans le suivi et l'orientation des élèves, dans le devenir de la fonction enseignante, n'ont pas cessé sous les coups de boutoir des contre-réformes successives, des suppressions de postes et du gel des salaires.

Offensive généralisée contre l'école publique

Le gouvernement Macron, aidé par son très sarkozyen ministre de l'Éducation, donne depuis plus d'un an un nouveau coup d'accélérateur à cette politique de casse du système éducatif public, qui s'inscrit dans l'offensive généralisée contre les acquis sociaux :

- Autoritarisme tous azimuts dans la révision précipitée et non concertée de tous les programmes du primaire au Baccalauréat, dans l'imposition de « bonnes pratiques » et de fausses évaluations nationales
- Ségrégation sociale accentuée avec le système de sélection « Parcoursup » (des milliers de bacheliers de milieux populaires ont été privés de places dans le Supérieur cet été)
- Réforme du lycée qui réduit considérablement la formation, renforce la concurrence entre les établissements, et transforme le Baccalauréat en diplôme-maison
- Réforme de la voie professionnelle qui livre plus que jamais les jeunes aux desiderata du patronat (les contenus seront établis par les branches professionnelles et l'apprentissage patronal prendra encore plus de place, avec la réduction de moitié des horaires d'enseignement général, qui va permettre 2500 suppressions de postes d'ici 2022 dans les lycées professionnels)
- Régionalisation de l'Éducation nationale (donc fin programmée des règles nationales...) par la fusion des académies, le transfert de l'orientation aux Régions et la fermeture des CIO

Autant de contre-réformes qui font d'une pierre deux coups : rendre les futurs citoyens plus ignorants donc potentiellement plus malléables ; récupérer des milliers de postes dont la suppression est programmée dans le budget 2019, pour contribuer aux 50 000 suppressions de postes prévues dans la Fonction publique d'État d'ici 2022 : 2650 postes d'enseignants et 400 postes d'administratifs supprimés malgré l'arrivée de 32000 élèves de plus dans les collèges et lycées.

Enfin, comme si cela ne suffisait pas, un projet

... / ...



www.pcrf-ic.fr



Parti Communiste Révolutionnaire de France

Contact :

Les Amis d'Oulianov BP40084

75 862 PARIS CEDEX 18

de loi hypocritement intitulé « *Pour l'école de la confiance* », prévoit entre autres la fin des écoles de formation des enseignants, la fin des zones d'éducation prioritaire, la fin du conseil national de l'évaluation scolaire (CNESCO), le financement par les communes des écoles maternelles privées, et le recrutement massif de contractuels pour accompagner la mise à mort du statut de l'enseignant-fonctionnaire.

La lutte et ses perspectives

Face à cette avalanche de mauvais coups portés contre l'école publique, le Parti Communiste Révolutionnaire de France ne peut que saluer l'organisation de la journée de mobilisation, par la grève et les manifestations du 12 novembre 2018, auxquelles il s'associe pleinement.

Mais il met en garde contre le risque de voir cette journée rester sans lendemain, ou limiter la bataille à la seule question des suppressions de postes. De ce point de vue, la signature par la FSU d'un texte commun avec la CFDT et l'UNSA interroge fortement : que va faire la FSU dans la galère du syndicalisme d'accompagnement des politiques éducatives les plus rétrogrades ? Si la FSU combat les contre-réformes évoquées ci-dessus, elle ne peut à ce point brouiller les pistes en cosignant un texte avec des organisations qui les ont approuvées ! De surcroît, comment comprendre qu'elle ait refusé de signer le texte commun établi par l'intersyndicale CGT-FO-SUD Éducation, texte qui cible la plupart des contre-réformes contestées ?

Au-delà des analyses et revendications syndicales en faveur de l'école publique et de ses salariés, le PCRf rappelle que l'évolution du système éducatif suit la même trajectoire que l'ensemble des conquêtes sociales arrachées par les luttes des siècles passés : dans un contexte de crise profonde et durable du capitalisme, les gouvernants choisis par une classe dominante aux abois ont l'ordre de tout récupérer !

Les attaques contre l'Éducation nationale rejoignent la longue série des mesures barbares et réactionnaires contre les masses populaires, mi-

ses en place par le gouvernement Macron/Philippe, et qui appellent une riposte généralisée de toutes les victimes de ces politiques.

Cela nous concerne toutes et tous : dans nos établissements, dans nos organisations syndicales, dans les initiatives communes et les assemblées générales, nous pouvons faire monter cette exigence qu'exprime de manière imagée le mot d'ordre " *Tous ensemble, tous ensemble !* ".

Face à l'offensive des monopoles et de l'oligarchie financière, que servent Blanquer et son ministère, unissons nos forces, non seulement au sein de notre secteur mais aussi avec les autres travailleurs et avec la jeunesse, et préparons une contre-offensive pour récupérer tout ce que nous avons perdu, pas seulement depuis Macron, mais depuis la fin du XX^{ème} siècle.

C'est là une condition incontournable pour sauver durablement l'école publique des méfaits du capitalisme : préparons l'alternative à ce régime inique et barbare, dans la perspective d'une véritable révolution sociale qui seule redonnera tout son sens à l'école, à l'éducation, à la connaissance.

Le PCRf, novembre 2018



Qui sommes-nous ?

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France

- fonde sa politique sur le marxisme-léninisme, et conduit le combat quotidien contre le capitalisme, en dénonçant la propriété privée des moyens de production et d'échange et le contenu de classe de l'État bourgeois.
- vise à devenir l'outil d'avant-garde de la classe ouvrière et des couches opprimées, pour conduire la révolution socialiste, instaurer le socialisme dans la perspective du communisme, fondé sur le pouvoir du prolétariat, la propriété sociale et collective des moyens de production et d'échange, et la planification démocratique centralisée.

Courriel : ic.pcrf@gmail.com **Adresse postale :** Les Amis d'Oulianov - BP 40084 - 75862 PARIS CEDEX 18

Je rejoins le Parti Communiste Révolutionnaire de France

NOM : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Email : _____